Petit-Couronne : finances de la commune

Commune · Seine-Maritime (76) · 8 915 habitants · tranche 5 000 à 9 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Petit-Couronne affichait un encours de dette de 2,2 M€, soit 248 € par habitant, une épargne brute égale à 7,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,8 ans.

Dette par habitant
248 €
2,2 M€ au total

Capacité de désendettement
1,8 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
7,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 668 € / hab.
14,9 M€ au total

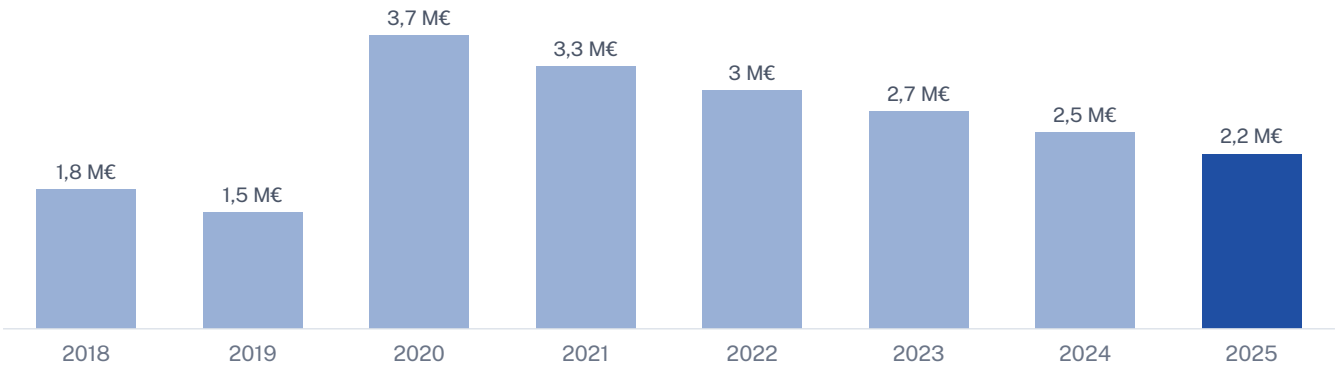
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 1 218 communes de 5 000 à 9 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 668 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	55,5 %	925 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	7,6 %	138 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Zone de vigilance).
Est-elle endettée ?	248 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	370 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 375 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,8 M€ en 2018 à 2,2 M€ en 2025 (+25,6 %). Valeur la plus haute : 3,7 M€ en 2020 ; la plus basse : 1,5 M€ en 2019.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,8 M€	8,1 %	1,5 ans	2,2 M€
2019	1,5 M€	12,3 %	0,8 ans	3,1 M€
2020	3,7 M€	16 %	1,6 ans	5,3 M€
2021	3,3 M€	14,3 %	1,5 ans	2,2 M€
2022	3 M€	8,8 %	2,2 ans	1,1 M€
2023	2,7 M€	12,1 %	1,4 ans	2,3 M€
2024	2,5 M€	8,8 %	1,8 ans	3,8 M€
2025	2,2 M€	7,6 %	1,8 ans	3,3 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Petit-Couronne	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	248 €	552 €	−55,1 %
Impôts locaux par habitant	1 375 €	732 €	+87,9 %
Frais de personnel par habitant	925 €	625 €	+48,1 %
Investissement par habitant	370 €	429 €	−13,7 %
Taux d'épargne brute	7,6 %	14,1 %	
Capacité de désendettement	1,8 ans	2,4 ans	

Jumelles : Gonfreville-l'Orcher (76), Cappelle-la-Grande (59), Le Malesherbois (45), Liancourt (60), Unieux (42), Le Pont-de-Claix (38), Courrières (62), Clermont (60), Mézidon Vallée d'Auge (14), Villers-Cotterêts (02). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	8 874	8 915	+0,5 %	−0,7 %
Dette par habitant	166 €	248 €	+49,5 %	−35,5 %
Impôts locaux par habitant	1 330 €	1 375 €	+3,4 %	+28,6 %
Frais de personnel par habitant	851 €	925 €	+8,7 %	+17,8 %
Taux d'épargne brute	12,3 %	7,6 %	−4,7 points	−1,2 point
Capacité de désendettement	0,8 ans	1,8 ans	+1 an	−0,4 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 038 €		1 082 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Petit-Couronne	Comparaison
Habitants (2023)	8 683	−6,4 % depuis 2012 (département : +0,6 %)
65 ans ou plus (2023)	18,6 %	département : 21,2 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	8,3 pour 100 habitants	département : 6,3
Salariés du secteur privé (2025)	3 481	−1,1 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	867	−11 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	92,2	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

3 350 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 2 890 emplois, soit 86 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	1 %	1,3 %	0,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3,1 %	5,2 %	6,6 %	5,2 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	9,3 %	15,6 %	20,1 %	13,6 %
Professions intermédiaires	29,8 %	27,4 %	26,4 %	30 %
Employés	27,9 %	27,2 %	26,1 %	21,3 %
Ouvriers	29,8 %	23,6 %	19,5 %	29,7 %

Professions les plus exercées par les habitants : Seine-Maritime (76)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	8 860	1,8 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	8 220	1,6 %
Infirmiers en soins généraux salariés	8 210	1,6 %
Ouvriers du nettoyage	8 170	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	7 980	1,6 %
Conducteurs de poids lourds	7 310	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	7 300	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	6 680	1,3 %
Assistants maternels agréés	6 340	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	6 200	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	5 930	1,2 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	5 680	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Seine-Maritime (76)) : 34 218 au moins, dont 45,4 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 853	39,4 %
Aides-soignants	1 746	40,3 %
Agents d'entretien de locaux	1 648	53,7 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 291	36,8 %
Infirmiers et sages-femmes	1 291	85 %
Serveurs de cafés restaurants	1 160	57,3 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 044	31,9 %
Employés de libre service	891	38,8 %
Agents de service hospitaliers	713	7,2 %
Cuisiniers	703	74,3 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Petit-Couronne
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	283 k€ pour 2 projets
Par habitant	32 € (communes de même taille : 123 € ; département : 163 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	21 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2025	DSIL	Renaturation des cours d'ecoles du groupe scolaire louise michel	73 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.